

## Bref aperçu du Sommet 2018 du FMMD

Onzième édition du Sommet du FMMD

« Honorer les engagements internationaux pour libérer les potentialités de tous les migrants pour le développement »

*Dans le sillage de la Conférence intergouvernementale pour l'adoption du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières (PMM), les co-présidents du Forum Mondial sur la Migration et le Développement (GFMD), Allemagne et Maroc, ont l'honneur de partager avec vous les points saillants des travaux du [11ème Sommet du GFMD](#) qui s'est tenu du 5 au 7 décembre à Marrakech au Maroc.*

Jour 1, Décembre 5

### Séance Inaugurale

La session inaugurale de la onzième édition du sommet du GFMD a réuni plus de 2 000 participants venant de 135 États membres des Nations Unies, 45 organisations internationales, de la société civile, du secteur privé, du monde universitaire et d'autres acteurs de la migration. Plus de 40 représentants gouvernementaux de haut niveau, comprenant des ministres et des vice-ministres, ainsi que de hauts fonctionnaires de diverses organisations internationales ont également assisté à la cérémonie d'ouverture.



Regardez la Séance Inaugurale [ici!](#)

Dans leurs mots de bienvenue, les co-présidents marocain et allemand du FMMD, [M. El Habib Nadir](#) et l'[Ambassadeur Götz Schmidt-Bremme](#) ont présenté un bilan des résultats obtenus dans le cadre de la première année de co-présidence. Dans leurs déclarations respectives, ils ont souligné la contribution substantielle du Forum mondial à l'examen de la mise en œuvre de l'Agenda de développement durable à l'horizon 2030 et, plus important encore, à l'élaboration sous l'égide des Nations Unies du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières (PMM), qui a été adopté par les États membres des Nations Unies participants les 10 et 11 décembre. En tant que co-président sortant et hôte du Sommet de cette année, M. Nadir a expliqué que le lancement du Sommet à la veille de la Conférence intergouvernementale offrait une occasion immense à la communauté internationale de faire un pas en avant vers une gouvernance mondiale de la migration. L'Ambassadeur Schmidt-Bremme, pour sa part, a



qualifié le FMMD de « marché » au confluent du nouveau écosystème du PMM », qui offre à toutes les parties prenantes un environnement sûr et un catalyseur pour la discussion, le renforcement de la confiance et le gain d'expérience sur des questions de migration pressantes.

De son côté, **M. Abdelkrim Benoutiq**, Ministre délégué chargé des marocains résidants à l'étranger et des affaires de la migration, a mis en exergue la politique nationale du Maroc en matière de gouvernance des migrations et a souligné que la gestion de la mobilité humaine incombait à tous les États, ce qui nécessitait une approche participative et consensuelle. **Mme Louise Arbour**, la Représentante Spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour les migrations internationales, a rendu hommage à son prédécesseur, M. Peter Sutherland, d'avoir lancé le FMMD, qui a créé un climat de confiance entre les États membres et créé un environnement propice à la migration. Elle a également souligné que le Pacte mondial laissait toute latitude au Forum mondial pour débattre de la manière d'atteindre les objectifs du PMM et de contribuer à sa mise en œuvre par l'échange d'expériences et d'approches novatrices. **M. Antonio Vitorino**, Directeur général de l'Organisation internationale pour les migrations, a souligné l'importance du nouveau Mécanisme des maires au sein du Forum mondial, en tant qu'outil supplémentaire permettant de garantir la mise en œuvre du Pacte mondial aux niveaux international, régional, national et local.



**M. Driss El Yazami**, président du Conseil National des droits de l'Homme; **Mme Asako Okai**, Secrétaire Générale Adjointe et Directrice du bureau de crise du PNUD ; L'**Ambassadrice Regine De Clerq**, Présidente du FMMD 2007 ; **M. Stéphane Jaquemet**, Directeur des Politiques de l'ICMC ; **M. Roberto Suarez-Santos**, Secrétaire Général de l'OIE ; et **Mme Yasmin Youssef**, Représentante des Jeunes migrants, ont également prononcé leurs discours lors de la cérémonie inaugurale. L'Ambassadrice De Clerq, première présidente du FMMD, a invité le FMMD à examiner la question de la migration durable dans un proche avenir.

Tous les intervenants ont souligné le rôle crucial joué par le FMMD au cours de la dernière décennie et qu'il continuera à jouer dans un contexte mondial marqué par l'augmentation de la xénophobie. Il fournira un espace, dirigé par les États, qui réunira de multiples parties prenantes afin de faire progresser le dialogue et la coopération internationale sur la migration et le développement. Ils ont affirmé leur soutien à la continuité du Forum dans la poursuite de l'agenda mondial et dans la nouvelle architecture de la migration internationale.



## Espace commun du FMMD (Common Space)

Axé sur le thème « *Des engagements globaux à l'action multipartite* », l'espace commun de cette année a débuté par les déclarations liminaires du co-président marocain du FMMD, **M. El Habib Nadir**; Le co-président de la société civile, **M. Mamadou Goita**, et la représentante du RSSG, **Mme Louise Arbour**. Un panel de type Davos a également eu lieu, au cours duquel des intervenants de la société civile, des gouvernements nationaux, locaux et du secteur privé ont exposé leurs perspectives institutionnelles sur la manière dont les engagements mondiaux contenus dans le PMM peuvent être amplifiés grâce aux initiatives déjà existantes sur le terrain et en coopération avec le Réseau des Migrations des Nations Unies.

Quatre sessions thématiques parallèles ont ensuite été organisées pour débattre des moyens d'assurer : (1) la contribution des migrants et de la diaspora au développement durable, (2) l'inclusion des migrants, (3) un transit, une entrée, un accueil et un retour sûrs et respectueux des droits ; et enfin 4) Un travail décent, des droits des travailleurs et un recrutement équitable. Les séances ont débuté par des présentations communes sur certaines initiatives multipartites existantes orientées vers la mise en œuvre du PMM, à savoir :

- **Créer un espace de dialogue permettant aux diasporas et aux autorités locales de parvenir à un développement durable fondé sur une bonne gouvernance** - Amb. Sory Kaba et M. Amadou Bocar Sam Daff (Sénégal).
- **Faire le point sur les meilleures pratiques de la République de Moldova et présenter les derniers développements en la matière** - Mme Daniela Morari (Moldavie).
- **Présenter des alternatives à la détention des enfants et adolescents au Mexique** - M. Jorge Gonzalez Mayagoitia et Mme Silvia Gomez (Mexique).
- **Le projet Triple Win** - M. Villamor Plan et Mme Jillian Roque (Philippines).
- **Les Langues du Liechtenstein** - M. Mario Konzett et M. Arno Brändle (Liechtenstein).

L'espace commun de 2018 soulignait qu'il était impératif que les gouvernements travaillent avec la société civile et d'autres acteurs non étatiques pour garantir que les cadres internationaux sur la mobilité humaine et le développement - y compris le PMM et le Pacte mondial pour les réfugiés - fonctionnent réellement pour les migrants et les sociétés.

Jour 2, Décembre 6

## Tables rondes menées par les gouvernements (Roundtable Sessions)

La deuxième journée du Sommet du FMMD a été consacrée aux six sessions de tables rondes interactives menées par les gouvernements et préparées après une série de consultations à Genève. Ils intègrent systématiquement les droits de l'homme, les perspectives de genre et les approches sociétales et intersectorielles. Au cours des discussions sur les tables rondes, des participants de divers horizons ont présenté leurs points de vue multipartites sur la vulnérabilité et la résilience des migrants, la mobilité régionale, les apprentissages transférables et la cohérence des politiques, la bonne gouvernance en matière de migration pour le développement durable, etc.



**Table ronde 1 - De la vulnérabilité à la résilience : reconnaître les migrants comme agents de développement.**

- [Session RT 1.1.](#) Tirer parti du potentiel que représentent les migrants en vue de renforcer la résilience.
- [Session RT 1.2.](#) La participation des migrants aux services publics : de l'accès de base à la prestation conjointe.

**Table ronde 2 - Mobilité régionale pour promouvoir l'apprentissage transférable et la cohérence des politiques.**

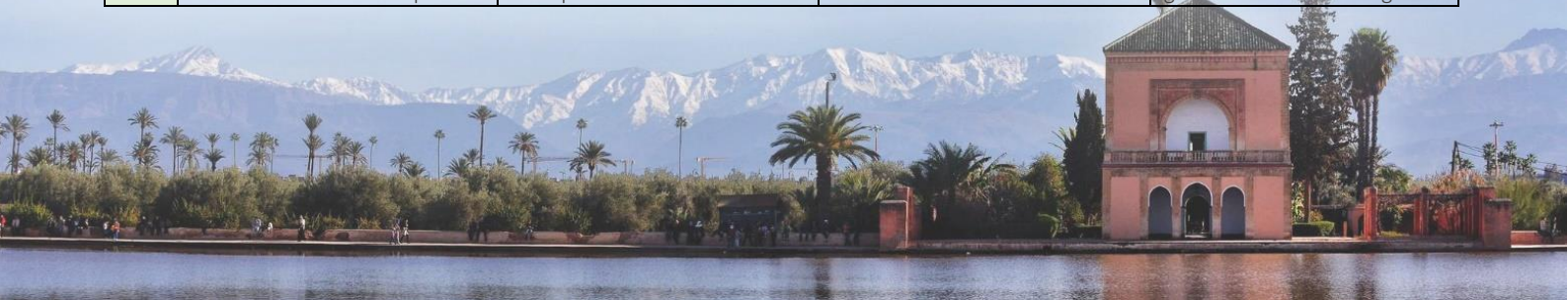
- [Session RT 2.1.](#) Mobilité Sud-Sud : tendances, schémas et apprentissage transférable.
- [Session RT 2.2.](#) Favoriser la mobilité régionale et la cohérence des politiques en faveur du développement.

**Table ronde 3 - Bonne gouvernance en matière de migration pour le développement durable.**

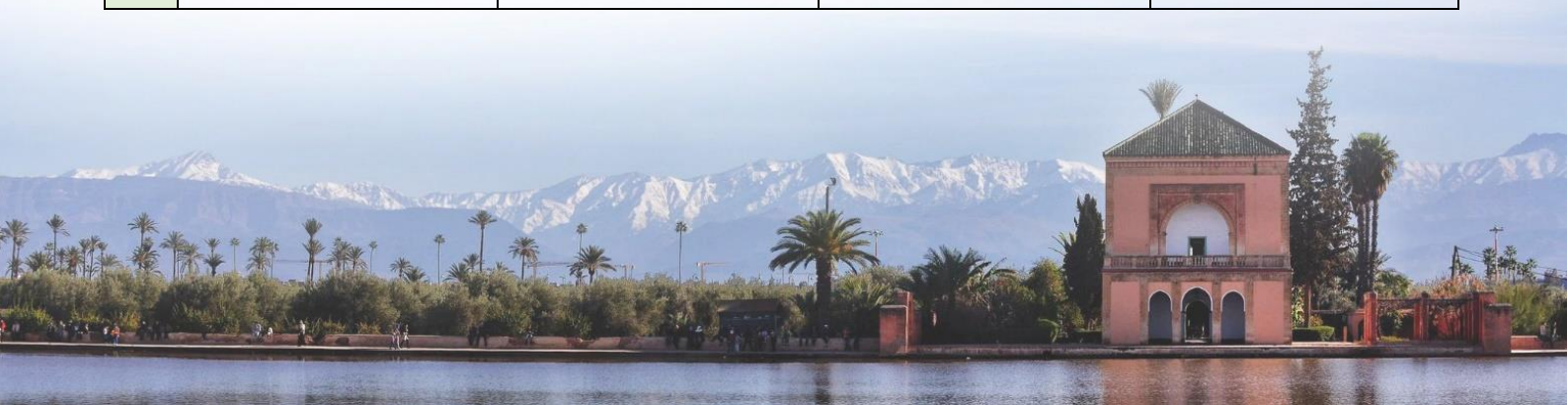
- [Session RT 3.1.](#) Adapter la gouvernance aux facteurs contemporains de la migration.
- [Session RT 3.2.](#) Au-delà des envois de fonds : tirer parti de l'impact qu'ont la diaspora et les migrants sur le développement et promouvoir leur participation transnationale.

Le tableau suivant présente les principaux points des discussions, les défis, les opportunités ainsi que les pratiques et innovations concrètes issues de chacune des six tables rondes.

RT	Principaux points de discussion	Défis / Lacunes	Opportunités	Pratiques / Innovations
1.1	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'exploitation des différentes formes de capital des migrants - humain, économique, social et culturel</li> <li>- incombe à tous les États afin d'optimiser le potentiel de développement de la migration.</li> <li>- L'intégration est essentielle et peut être réalisée grâce, par exemple, à des cours de langues pour mieux comprendre le pays d'accueil et favoriser l'inclusion sociale.</li> <li>- La collecte d'exemples concrets de la manière dont les migrants contribuent aux communautés d'accueil peut contrer le discours toxique et le populisme généralisé.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le populisme entrave l'intégration des migrants et ne leur permet pas de devenir un membre actif de la société.</li> <li>- La migration irrégulière ne permet pas aux migrants d'utiliser pleinement leur capital.</li> <li>- La perception croissante de l'opinion publique et de la xénophobie à l'égard des migrants par le biais des médias, par exemple, crée des inégalités sociales et interdit l'intégration des migrants.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Inclure les jeunes dans toutes les discussions sur la migration car ils jouent un rôle important dans le processus d'intégration des migrants.</li> <li>- Intégration de la migration dans le développement et la planification sociale des États à tous les niveaux de gouvernance.</li> <li>- Repenser la dichotomie entre personnes hautement qualifiées et peu qualifiées - aller au-delà d'un système dans lequel les migrants hautement qualifiés bénéficient d'avantages, tandis que les moins qualifiés font face à la précarité et à la vulnérabilité.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les EAU offrent des incitations aux employeurs qui proposent des emplois et des cours d'orientation aux membres de la famille des employés migrants.</li> <li>- La Finlande concentre ses efforts d'intégration sur l'emploi et l'orientation sociale au début du séjour des migrants.</li> <li>- Permet aux campagnes de la Fondation d'améliorer la régularisation des permis de travail et d'aider les partenaires de personnel international affecté à accéder au marché du travail.</li> </ul>
1.2	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'accès aux services publics doit avoir une perspective à court et à long terme pour assurer sa durabilité.</li> <li>- Pour surmonter la xénophobie et la politisation, les migrants doivent être considérés de manière plus</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'identification juridique, les problèmes de langue et les barrières culturelles peuvent constituer un défi pour accéder aux services publics.</li> <li>- Bien que les lois régissant les migrations soient en place, le manque de ressources</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Établir des accords bilatéraux entre les pays pour assurer la protection des droits des migrants.</li> <li>- La coordination entre les autorités nationales et locales est nécessaire pour bien</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'Éthiopie a créé un fonds d'affectation spéciale pour la diaspora afin de recueillir des fonds pour les communautés marginalisées.</li> <li>- La Thaïlande travaille en étroite collaboration avec les gouvernements des migrants</li> </ul>



	<p>positive - ils doivent être considérés comme des atouts productifs des sociétés d'accueil.</p> <p>- Il est nécessaire de rechercher des alternatives à la détention ou à la criminalisation des migrants en situation irrégulière.</p>	<p>publiques entrave souvent leur mise en œuvre effective.</p> <p>- La fourniture de services publics aux rapatriés reste difficile, car ils ne disposent souvent pas de la documentation légale complète.</p>	<p>consulter les communautés cibles.</p> <p>- Donner aux migrants un accès aux activités entrepreneuriales pour intégrer le marché du travail.</p>	<p>d'origine irrégulière pour s'assurer qu'ils ne sont pas pénalisés pour avoir travaillé dans le pays.</p> <p>- Le Mexique renforce les capacités des autorités locales en les informant de leurs lois et politiques nationales en matière de migration.</p>
2.1	<p>- On peut tirer des enseignements en comparant et en contrastant l'ampleur et la nature de la mobilité humaine entre régions.</p> <p>- La mobilité Sud-Sud (MSS) est un phénomène en pleine croissance et constitue un nouveau paradigme compte tenu de la contribution croissante du Sud global au PIB mondial.</p> <p>- Les schémas migratoires des pays d'origine, de transit et de destination évoluent rapidement.</p>	<p>- Le manque d'emplois décents et le chômage structurel empêchent les migrants d'être des citoyens productifs.</p> <p>- L'absence de données fiables et accessibles et de capacités locales fait obstacle à l'élaboration de politiques et à la planification de programmes fondés sur des preuves.</p> <p>- Des politiques étrangères et commerciales déstabilisées peuvent avoir un impact négatif sur les économies et provoquer des flux migratoires massifs.</p>	<p>- Utiliser des données de télécommunication volumineuses pour compléter les données statistiques existantes conformément aux normes et directives internationales existantes.</p> <p>- Aligner les politiques nationales sur les normes internationales, tout en intégrant des approches pangouvernementales et pangouvernementales en matière de migration.</p> <p>- Les processus consultatifs régionaux et les commissions économiques régionales peuvent favoriser une coopération intensifiée entre les pays.</p>	<p>- Le Maroc et l'Afrique du Sud ont lancé des programmes de régularisation à grande échelle pour 30 000 et 300 000 migrants respectivement.</p> <p>- L'ANASE présente des mécanismes pour améliorer la collecte de données et la fourniture de la protection sociale.</p> <p>- La Conférence internationale des statisticiens du travail de l'OIT a adopté une définition commune du travailleur migrant qui devrait éclairer la collecte de données dans le monde à l'avenir.</p>
2.2	<p>- La migration reste un problème essentiellement régional : plus de 50% des personnes migrent à l'échelle régionale.</p> <p>- La coopération régionale en matière de mobilité a ses propres avantages (histoire commune, langue, proximité) et ses inconvénients (les migrations hors de la région ne sont pas prises en compte, le chevauchement des effectifs, une mise en œuvre médiocre).</p> <p>- La plupart des migrations étant circulaires, il est nécessaire d'institutionnaliser de nouvelles voies pour la migration circulaire</p>	<p>- Le consensus sur les politiques de libre circulation dans certaines régions reste difficile.</p> <p>Il existe peu de preuves de l'impact de la mobilité régionale et de la libre circulation sur le développement.</p> <p>- Le concept de « libre circulation » peut entraver la négociation de politiques plus régionales, car les pays sont souvent favorables à la mobilité commerciale, mais pas à la liberté de la mobilité humaine.</p>	<p>- Intégrer le sujet de la migration dans les grands forums de développement traitant des problèmes régionaux.</p> <p>- Le FMMD peut servir de plateforme importante pour le partage de pratiques entre régions.</p> <p>- Promouvoir la coopération internationale et les stratégies régionales qui ne répondent pas seulement aux situations d'urgence.</p>	<p>L'Équateur a récemment lancé un plan de mobilité humaine axé sur la promotion de la citoyenneté universelle et la libre circulation sur la scène internationale.</p> <p>- Les Philippines alignent actuellement leurs politiques de migration sur le MCG, en intégrant ses objectifs dans tous les départements de l'État.</p> <p>- La CEDEAO promeut l'intégration économique dans tous les domaines d'activité de ses pays membres d'Afrique de l'Ouest.</p>



3.1	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La compréhension générale des facteurs de la migration a été principalement négative.</li> <li>- Examiner les facteurs de la migration du seul point de vue du « pays d'origine » ne permet pas de comprendre les facteurs positifs à l'origine de la migration.</li> <li>- la transition démographique doit être considérée comme un facteur de migration, étant donné le vieillissement de la population et l'augmentation spectaculaire du nombre de jeunes au chômage dans certains pays.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La politisation croissante de la migration empêche une gouvernance efficace en matière de migration et de coopération transfrontalière.</li> <li>- Le financement est devenu une contrainte pour les interventions visant spécifiquement les migrations induites par le climat.</li> <li>- Certains efforts sont conçus pour traiter les symptômes de la migration plutôt que ses causes profondes, rendant la prise de décision politique inefficace.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Travailler avec les acteurs de l'emploi et d'autres acteurs privés et non privés pour faciliter l'appariement des tâches.</li> <li>- Assurer de meilleurs liens entre les acteurs du développement et les acteurs humanitaires pour une réponse renforcée à la migration forcée. Coordonner et consulter différents acteurs pour assurer des politiques de migration cohérentes et une approche multipartite pour s'attaquer aux facteurs de la migration.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le Guatemala a renforcé son réseau consulaire dans les pays du processus de Puebla, en mettant l'accent sur les enfants migrants non accompagnés.</li> <li>- La Moldavie a piloté une initiative appelée MIDL (intégration de la migration dans le développement local) pour garantir des emplois aux jeunes et de solides possibilités de subsistance.</li> <li>- La France a élaboré un plan national sur la migration et le développement visant à maximiser les aspects positifs de la migration.</li> </ul>
3.2	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'engagement économique transnational des migrants est à la fois une conséquence et un facteur de croissance économique et de développement.</li> <li>- Les envois de fonds constituent l'acte de contribution le plus visible des migrants au développement de leur pays d'origine.</li> <li>- Les migrants transfèrent leurs compétences et leurs capacités, diffusent la culture et le patrimoine nationaux et participent aux débats politiques.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Il n'existe toujours pas de données agrégées sur le montant des investissements des migrants et sur les secteurs dans lesquels ils ont investi.</li> <li>- Les liens entre les stratégies de migration et d'autres secteurs spécifiques tels que le commerce, la finance, l'investissement et l'esprit d'entreprise restent difficiles.</li> <li>- Si les migrants souhaitent investir dans leur pays d'origine, ils se méfient souvent des institutions officielles et des cadres réglementaires.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Élargir et renforcer la collecte, l'analyse et l'application de données relatives à la diaspora pour des politiques efficaces, des investissements du secteur privé et une prise de décision éclairée.</li> <li>- Les gouvernements devraient tirer parti de la position unique des migrants en tant que trait d'union directe entre leurs communautés d'origine et leurs pays d'accueil.</li> <li>- Créer un environnement favorable aux investissements extérieurs des migrants, au retour, au transfert de compétences et au commerce transnational, aux obligations de la diaspora, etc.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Madagascar a récemment créé une direction chargée de la diaspora au sein du ministère des Affaires étrangères, qui a lancé le tout premier profilage de leur diaspora en France et du forum sur la diaspora.</li> <li>- Le FIDA a mis en place une plateforme de financement participatif baptisée «Babyloan Mali» permettant aux Maliens en Europe d'investir dans des micro-petites entreprises et des agro-entreprises au Mali.</li> <li>- El Salvador a créé un réseau consulaire qui aide les citoyens à l'étranger à investir dans leur pays d'origine, fournissant toutes les informations pertinentes sur les opportunités potentielles.</li> </ul>



## Session Interface des entreprises (FMMD Business Meeting)

La [Session de l'Interface des Entreprises du FMMD de 2018](#) a été marquée, pour la première fois dans son histoire, par une représentation large et très diversifiée du secteur privé. Elle était co-animée par **Mme Lynn Shotwell**, vice-présidente principale et chef du Global Outreach and Operations, Société pour la gestion des ressources humaines (SHRM) et **Mme Stéphanie Winet**, responsable de l'engagement des parties prenantes, de l'Organisation internationale des employeurs (OIE).

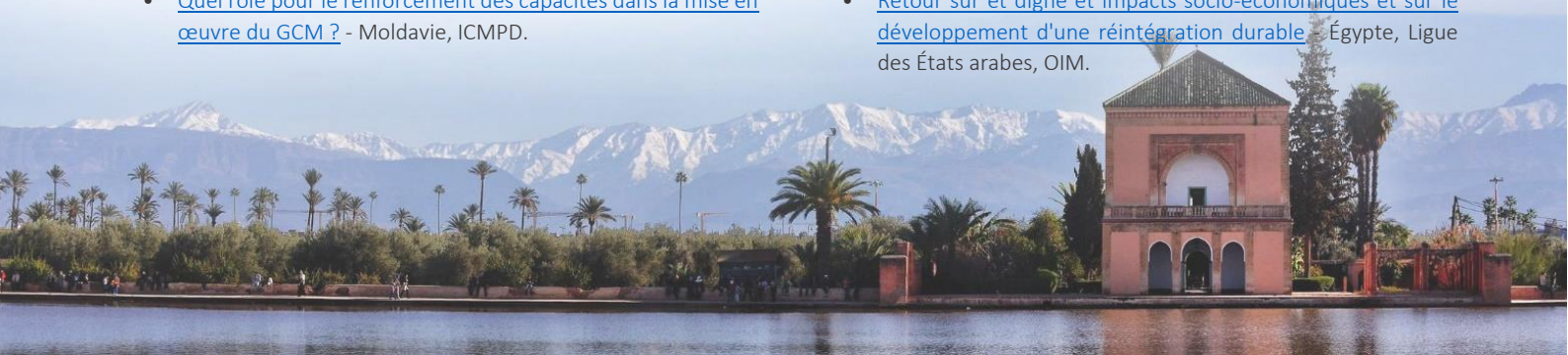
Après l'ouverture, trois séries de tables rondes ont eu lieu pour élaborer le point de vue des entreprises sur la manière de mettre en œuvre le PMM. Au cours de la première séance, les orateurs venant du monde des affaires et membres de gouvernements ont partagé leurs histoires personnelles et leurs initiatives institutionnelles. Cela a suscité des réactions de la part des intervenants dans la deuxième session, qui a porté sur leurs visions sur la manière de combler les lacunes actuelles en matière de compétences et sur ce que pourraient être les cadres réglementaires dans le cadre du PMM. La session finale s'est concentrée sur l'utilisation de la technologie pour répondre aux besoins du marché du travail du 21<sup>ème</sup> siècle et soutenir la coopération en matière de migration.

La séance de clôture était présidée par **M. Roberto Suarez-Santos**, Secrétaire général de l'OIE, suivi de **M. Touzani Mohammed**, chargé de projet à la Commission de l'emploi et des relations sociales (CGEM); **L'Ambassadeur Götz Schmidt-Bremme**, Coprésident allemand du FMMD; et **M. Santiago Chávez**, Président équatorien du FMMD 2019. Dans leurs interventions, les orateurs ont souligné la nécessité pour les entreprises de sortir de leur microcosme, d'être plus claires et plus visibles dans la promotion d'un recrutement transparent, juste et éthique pour tous les niveaux d'emploi et de créer un discours plus positif sur la migration dans le monde.

## Événements parallèles du FMMD (Side Events)

Douze manifestations parallèles et un atelier ont eu lieu en marge du Sommet du FMMD du 6 au 7 décembre. Organisés de manière indépendante par les gouvernements promoteurs et les partenaires non étatiques, les événements ont complété la thématique des six sessions de RT et les objectifs du Pacte mondial. Les événements ont mis en évidence les aspects transversaux de la migration et du développement et ont mis en avant des outils et pratiques politiques novateurs adoptés par les gouvernements et les parties prenantes non étatiques.

- [Une approche euro-africaine de la migration : comment proposer des solutions durables ?](#) - Fondation EuroMedA.
- [Une différente manière de travailler: le laboratoire de la migration du FMMD en tant que moyen innovant de mettre en œuvre des cadres politiques mondiaux sur la migration et le développement](#) - Allemagne, Maroc.
- [Gouvernance mondiale des migrations : un défi au-delà du paradigme Nord-Sud](#) - Institut français des relations internationales (IFRI), OCP Policy Center.
- [Mutualité et migrants en Afrique](#) - Union Africaine de la Mutualité.
- [La voie à suivre : Défis de coordination liés à la mise en œuvre du PMM](#) - BMZ, MPI.
- [Atelier sur les enjeux migratoires du Maroc entre l'Afrique et l'Europe](#) - Chercheurs marocains en migration.
- [Quel rôle pour le renforcement des capacités dans la mise en œuvre du GCM ?](#) - Moldavie, ICMPD.
- [Faire de la migration une préoccupation commune - Rapprocher les perspectives des universités, des réseaux d'organisations de la société civile, des jeunes et des autorités locales](#) - UNESCO (Maroc).
- [Les politiques migratoires au Maroc et le Pacte mondial pour une migration sûre, ordonnée et régulière](#) - Maroc.
- [Education et migration, enjeux et défis pour le Maroc](#) - Centre d'études et de recherche en sciences sociales - Maroc.
- [Exploiter le potentiel de développement des migrants dans les pays en développement](#) - OCDE - Centre de développement, Commission européenne, OIT.
- [De la fuite des cerveaux à la conquête du cerveau - Un pacte pour le partenariat et la mobilité des compétences](#) - Fondation Bertelsmann, Réseau germano-marocain de compétences (DMK e.V.).
- [Retour sûr et digne et impacts socio-économiques et sur le développement d'une réintégration durable](#) - Égypte, Ligue des États arabes, OIM.



Jour 3, Décembre 7

## Plateforme pour les partenariats (Platform for Partnerships)

La session spéciale de cette année sur la [plateforme pour les partenariats \(Pfp\)](#) a fourni un espace permettant aux gouvernements et aux autres parties prenantes du FMMD de débattre et de présenter des projets et des initiatives concrètes liés aux questions de migration et de développement, en particulier dans le contexte des engagements pris dans le PMM et des ODD.

**M. Jaouad Dequieuc**, Directeur de la coopération au Ministère chargé des MRE et des Affaires de la migration, et l'**Ambassadeur Alfonso Morales**, Sous-secrétaire à la protection internationale du Ministère des affaires étrangères de l'Équateur, ont coprésidé la session au nom des présidents sortant et futur du FMMD. Après leur allocution d'ouverture, l'**Ambassadrice Regine De Clercq**, Directrice exécutive fondatrice de la présidence belge du FMMD en 2007, et l'**Ambassadeur Arturo Cabrera Hidalgo**, Présidence du FMMD 2019, ont souligné le potentiel du Pfp à concrétiser les engagements du PMM et à faire avancer les discussions sur les questions de migration et de développement au-delà de ce pacte. Sous la présidence équatorienne de 2019, ils ont proposé de relancer l'idée d'un « Marketplace » (place de marché), proposé premièrement par la présidence belge du FMMD en 2007. **Mme Estrella Lajom**, chef de l'unité de support du FMMD, a souligné que le FMMD pourrait, à cet égard, agir comme un « mécanisme de mise en adéquation » entre ceux qui font face à des problèmes de politique et de pratique spécifiques et ceux qui offrent une solution ciblée.

En outre, cinq initiatives de pointe en matière de migration et de développement, dirigées par des États et impliquant de multiples parties prenantes, ont été présentées :

- **La migration et l'Agenda de développement durable à l'horizon 2030** : un outil interactif - l'ODI et la Suisse ont présenté conjointement un outil en ligne interactif visant à mieux comprendre l'impact de la migration sur la réalisation des 17 objectifs de développement durable (ODD) et - également - sur l'impact de cette réalisation sur les modèles futurs de migration.
  - **Les personnes en mouvement dans le contexte des catastrophes et du changement climatique: répondre aux besoins d'assistance et de protection dans le Pacte mondial pour les migrations** - Dans le cadre d'une présentation commune, le gouvernement du Bangladesh, la Plateforme sur les personnes déplacées en cas de catastrophe, l'OIM et le HCR ont exploré les voies d'amélioration de l'action et le renforcement de l'engagement et du partenariat en matière de lutte contre les déplacements et autres formes de mobilité humaine dans le contexte de catastrophes, de dégradation de l'environnement et des effets néfastes du changement climatique.
  - **Vers des orientations globales sur l'élaboration et la mise en œuvre d'arrangements bilatéraux en matière de migration de main-d'œuvre** - Éliminer les principaux obstacles à la mise en œuvre dans la région africaine -
- Dans le cadre d'un effort commun visant à des directives mondiales coordonnées dans le domaine des accords de travail bilatéraux, l'OIT et l'OIM, avec le soutien spécifique du gouvernement suédois, se sont associées pour mener une étude sur les arrangements bilatéraux dans les États membres de l'Union africaine.
- **Envois de fonds pour l'Afrique : réduire les coûts et maximiser l'impact sur le développement** - La Commission européenne et le FIDA ont présenté un nouveau programme de 15 millions € intitulé PRIME (Plateforme pour les envois de fonds, les investissements et l'esprit d'entreprise des migrants), visant à réduire les coûts des envois de fonds et à en optimiser l'impact pour le développement de l'Afrique, répondant ainsi à l'objectif 20 du PMM et à la réalisation de l'objectif 10.c des ODD.
  - **Les Initiatives des villes africaines sur les migrations : vers une lutte contre toutes les formes de discrimination** - Présenté conjointement par UNESCO Maroc, le Conseil National des Droits de l'Homme et le « Cités et gouvernements locaux Unis (CUCLG-Afrique). L'Initiative des villes africaines sur les migrations vise à soutenir les autorités locales - les autorités municipales en particulier - dans la mise en œuvre de politiques d'inclusion sociale pour les personnes en mouvement.





## La session « Futur du forum » (Future of the Forum)

La [session sur le futur du Forum](#) a été l'occasion pour les chefs des délégations participantes de se rappeler les progrès accomplis depuis le dixième Sommet du FMMD à Berlin. **Amb. Götz Schmidt-Bremme** et **M. El Habib Nadir** ont exposé les étapes franchies qui ont permis d'atteindre le Sommet de Marrakech, en soulignant la contribution substantielle du FMMD au processus politique dans le cadre de l'Agenda du développement à l'horizon 2030 et du PMM, à savoir les recommandations du [Forum politique de Haut Niveau 2017](#) et [2018](#) et le [travail de recueil thématique du FMMD](#) (2007-2017).

Pour exposer le point de vue des Nations Unies sur la manière dont le FMMD peut se situer de manière stratégique à l'ère de la mise en œuvre du PMM, **Mme Louise Arbour**, la Représentante spéciale, et le Directeur général de l'OIM, **M. Antonio Vitorino**, ont prononcé un discours liminaire, où ils ont tous les deux souligné la nécessité pour le FMMD de compléter la plateforme de connaissances fournie par le réseau des migrations des Nations Unies pour soutenir la mise en œuvre des résultats à court terme et les objectifs du PMM.

**Amb. Eduard Gnesa** et **Amb. Esteban Conejos Jr.**, les coprésidents de l'équipe d'évaluation du FMMD, ont présenté les conclusions contenues dans le rapport de [l'examen décennal du FMMD](#), dans lequel ils ont souligné trois éléments de la valeur ajoutée du FMMD : 1) offrir des possibilités de mise en réseau, 2) faciliter les partenariats et (3) acquérir des connaissances. Ils ont également évoqué des recommandations spécifiques dans le rapport sur la manière dont le FMMD peut approfondir le dialogue politique par le biais d'un format continu, faciliter les partenariats multipartites via un marché du FMMD et des laboratoires de migration, et soutenir la mise en œuvre, le suivi et l'examen des objectifs convenus au niveau international.

Au cours des discussions et échanges, au moins 20 États membres sont intervenus, générant ainsi un fort consensus en faveur de la continuité du Forum mondial. Plusieurs États ont souligné la nécessité de renforcer les modalités de fonctionnement du FMMD et de veiller à ce que son mandat ne se limite pas à soutenir le PMM, mais également à faire avancer les débats sur d'autres aspects de la migration qui ne sont pas suffisamment couverts par le Pacte.

Pour la suite, **M. Santiago Javier Chavez Pareja**, Vice-ministre de la Mobilité humaine de l'Équateur, et **M. Jonathan Prentice**, Chef du bureau du RSSG pour les migrations internationales, ont réfléchi aux priorités pour la prochaine présidence du FMMD en 2019, qui coïncide avec la première année de la mise en œuvre du PMM.

## Séance de Clôture

La session de clôture du 11ème Sommet du FMMD a présenté les points saillants du programme intensif et substantiel des trois jours. Pour commencer, les rapporteurs des différentes tables rondes ont respectivement souligné les principaux résultats et recommandations :

- RT 1.1 - **M. Emeka Obiezu**, Expert en migrations, Commission nationale pour les réfugiés, les migrants et les personnes déplacées dans leur propre pays, Nigéria
- RT 1.2 - **Amb. Evan P. Garcia**, Représentant permanent des Philippines auprès de l'ONUG
- RT 2.1 - **M. Guillaume Cassaigneau**, Agent diplomatique chargé des migrations, Département fédéral des affaires étrangères, Suisse
- RT 2.2 - **M. Bagus H Kobarsiyh**, Ministre conseiller de l'ambassade d'Indonésie au Maroc
- RT 3.1 - **Mme Sara Andegiorgis**, Chargée de dossier, ministère de la justice, Suède
- RT 3.2 - **Mme Yessenia Lozano Gallegos**, Directrice du Bureau de l'analyse internationale des migrations, vice-ministre des Salvadoriens de l'étranger

À la suite des rapports de l'équipe d'examen du FMMD, des sessions spéciales sur la plate-forme pour les partenariats et l'avenir du forum, ainsi que des Journées de la société civile et du mécanisme de gestion, **Mme Valérie Plante**, mairesse de Montréal, Canada, a prononcé un discours liminaire axé sur le rôle crucial des villes dans la



gestion des migrations. Elle a souligné que les autorités locales réalisaient déjà nombre des objectifs énoncés dans le Pacte mondial et devaient donc être clairement associées à la conception de son architecture de suivi et de mise en œuvre. Elle a félicité le FMMD d'avoir accueilli la création d'un mécanisme des maires au sein du forum.



Dans sa déclaration, **Amb. Juan José Gómez Camacho**, Représentant Permanent du Mexique auprès de l'ONU à New York et co-facilitateur du PMM, a estimé que le débat public en cours sur le Pacte mondial témoigne du succès du processus du Pacte. Il a appelé la communauté du FMMD à s'engager activement et à plaider en faveur du soutien au PMM afin d'améliorer la gouvernance mondiale de la migration. **M. Moussa Oumarou**, Directeur général adjoint pour les opérations sur le terrain et les partenariats, BIT ; **M. Mahmoud Mohieldin**, Vice-président de la Banque mondiale pour le Programme de développement pour 2030, Relations avec les Nations Unies et partenariats, ainsi que **M. Laurence Chandy**, Directeur de l'UNICEF pour les données, la recherche et les politiques, ont également fait des déclarations reflétant leur engagement institutionnel en faveur du FMMD.

En clôturant le onzième sommet, **Amb. Götz Schmidt-Bremme** a exhorté tous les participants à utiliser le FMMD comme un espace pour un débat honnête, fondé sur des données objectives sur la migration, tout en impliquant les points qui restent critiques à l'égard du PMM. De même, **M. El Habib Nadir** a souligné le potentiel du FMMD - en tant qu'espace bien établi, informel, dirigé par les États mais multipartite pour la mise en œuvre et le suivi du PMM et pour la promotion de la migration en tant que base pour le développement.

Les deux coprésidents ont chaleureusement remercié tous les participants au Sommet pour leur engagement au cours des deux dernières années et ont symboliquement cédé la présidence du FMMD à **M. Santiago Javier Chavez Pareja**, Vice-ministre de la Mobilité humaine de l'Équateur. Dans ses remarques, le président équatorien du FMMD s'est engagé à collaborer étroitement avec l'Allemagne et le Maroc en vue de concrétiser l'objectif du FMMD, de faciliter les discussions sur la mise en œuvre du Pacte mondial pour les migrations et de maintenir sa structure en tant qu'espace large, informel et flexible pour l'établissement de partenariats stratégiques et la création d'un consensus, qui permettraient de prendre en compte de manière exhaustive tous les aspects et défis de la mobilité humaine, y compris ses dimensions humanitaire, de développement et des droits de l'homme. Il a également enjoint à la communauté du FMMD de soutenir la présidence équatorienne du FMMD en 2019.

